

Introduction

Jean-Marie GUILLON, Pierre LABORIE et Jacqueline SAINCLIVIER

L'étude des comportements collectifs sous Vichy et l'Occupation offre un terrain propice à de multiples lectures de la période, souvent contraires. En France, elle illustre de manière caricaturale la difficulté à sortir de représentations mémorielles ou politiques convenues, des passions qui les animent et des polémiques qui les accompagnent. Ce passé ne cesse d'être relu au présent, son évocation est émaillée d'anachronismes de pensée et de sensibilité, sa transmission est marquée par les simplifications et les idées reçues. L'histoire, en tant que discipline répondant à des exigences de méthode, peine d'autant plus à s'y faire entendre que nombre d'historiens contribuent à leur entretien. La querelle entre les tenants d'une Résistance qui serait limitée aux « organisations » clandestines et à leurs militants à temps plein et ceux qui la considèrent comme un processus social et politique complexe, agglomérant des individus et des groupes, en fonction de leurs possibilités, illustre cette difficulté¹. Les raisons sont connues. Pour une part, il s'agit d'idéologie, en tout cas chez ceux qui, moins que comprendre, entendent juger « les Français » dont ils présupposent par avance au mieux la passivité, au pire la compromission, voire la culpabilité. Ils s'interdisent ainsi d'appréhender les comportements dans le temps et le contexte de leur manifestation, alors que l'un et l'autre sont indispensables pour tenter d'approcher ce que fut, selon le moment, le rapport au monde des acteurs sociaux². Leur expression, immédiatement portée et rapportée par la narration, se retrouve mêlée aux interprétations, aux usages du témoignage, aux enjeux fluctuants de l'air du temps, dans une durée que les avatars des mémoires étirent indéfiniment. Il est vrai que ce n'est pas choisir

1. On trouvera la dernière contribution à ce débat dans les articles du dossier qu'*Historiens et Géographes* a consacré à la Résistance dans ses numéros 430 et 431 du printemps et de l'été 2015.

2. Un exemple pris chez Olivier WIEVIORKA, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, p. 439-440 qui veut illustrer la différence entre résistance organisée et aide ponctuelle : « Le ravitaillement offert au maquis par un paysan des Glières ne s'inscrit pas dans le même cadre que l'action impulsée par Tom Morel » (le chef du maquis, lieutenant d'active jusqu'à la démobilisation de l'armée d'armistice). Faire comme si un agriculteur, exploitant sa terre, et un militaire de carrière se trouvaient dans la même situation, avaient le même registre de possibilités relève moins de l'analyse historique que d'une vision biaisée de la réalité sociale.

la facilité que de suivre cette voie. Pourtant, seul le croisement permanent des temporalités ordonne ainsi l'intelligibilité des comportements. Leur histoire – l'histoire, tout simplement – passe par un indispensable travail de décryptage sur ces reconstructions mémorielles et leurs modes de diffusion.

Ce constat justifiait l'organisation de colloques sur cette épineuse question des comportements collectifs. Le premier s'est tenu à Besançon en 2012. Il portait précisément sur ces comportements en France et dans l'Europe allemande (1940-1945)³. La priorité avait été donnée à une réflexion sur les problèmes de méthode et les modes d'appréhension des stratégies sociales en régime d'oppression : historiographie, concepts et outils de mesure, expressions multiformes du consentement ou du refus, complexité des situations et du sens, approches comparatives avec d'autres pays européens. La question des comportements est en effet transversale. Elle renvoie à des interrogations centrales sur la compréhension de la période, elle revient en permanence dans tous les débats et controverses sur la France et les Français des « années noires », très au-delà du petit cercle des spécialistes. Ainsi, les mots nommant les comportements collectifs donnent lieu à de multiples interprétations. Il était inévitable que le mot de « résistance », avec ou sans majuscule, occupe une large partie des débats, tant il est un marqueur de ces comportements, des choix qui furent faits, de la « pénétration » sociale de la Résistance. Dès lors, la perception que chacun (historien, témoin, etc.) a de celle-ci joue sur l'interprétation que l'on a des comportements collectifs. L'usage que l'on fait depuis plusieurs années du « mythe résistancialiste » en donne l'illustration, puisqu'il induit une représentation de la Résistance (avec ou sans majuscule) et des attitudes de la population.

C'est, en fait, depuis la Libération que la question des comportements est l'objet d'interprétations divergentes en fonction de ceux qui les jugent plus qu'ils ne cherchent à les comprendre, en fonction du public auxquels ils s'adressent et en fonction du contexte politique du moment où ces jugements sont énoncés – la Guerre froide, bien entendu, mais aussi le contexte local, dont on ne dira jamais assez l'importance pour la période de la guerre. Les résistants et ceux qui, avec eux ou après eux, se réclament de la Résistance ne cessent d'osciller entre la volonté de se poser comme une élite se distinguant d'un peuple passif (« attentiste », au sens de : attendant passivement la Libération) et celle de se présenter comme une avant-garde représentative, non de toute la France, mais d'une majorité de Français. Le discours historique – qui est d'abord élaboré par d'anciens résistants – n'a jamais vraiment échappé à ce travers.

3. Les actes sont parus en 2015 : Pierre LABORIE et François MARCOT (dir.), *Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande. Historiographie, normes, prismes, 1940-1945*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2015, 307 p.

La plupart des travaux qui ont renouvelé les approches de la période à partir des années 1970 ont le plus souvent éludé la question des comportements ou s'en sont tenus à des schémas convenus, surtout ceux qui prenaient Vichy pour le tout. Pourtant, en redonnant à la notion d'« opinion » – sortie enfin de la seule étude de la presse – sa complexité, en approchant l'analyse au plus près des lieux et des hommes, certains ont pu ouvrir une voie que les travaux ultérieurs sur la Résistance ont essayé de suivre. La série de colloques sur « La Résistance et les Français » en porte témoignage⁴. Force est de constater que ces travaux, en éclairant sous les angles et les niveaux les plus variés une partie non négligeable des comportements sociaux en temps de guerre en France et en les comparant systématiquement avec les pays voisins soumis aux mêmes contraintes, se sont heurtés aux représentations dominantes dans les médias, influencées, comme toute une partie de l'historiographie, par les pressions mémorielles du moment. La Résistance n'était plus que du « résistancialisme », la « vraie » résistance se limitait à quelques héros (à condition qu'ils échappent au soupçon de communisme, comme l'ont montré les diverses « affaires » Aubrac) ou à la résistance appelée un temps « humanitaire ». La France réduite au régime de Vichy faisait oublier l'occupant, la France qu'il occupait et le nazisme. De ce fait, le grand travail sur *Vichy et les Français*, lancé par l'Institut d'histoire du temps présent⁵, n'a pas eu les prolongements qu'il aurait pu ou dû avoir sur les attitudes de Français « sous Vichy » ou « sous l'Occupant », ses initiateurs se laissant parfois entraîner par l'air du temps et en dépit de certaines mises en garde qui auraient pu les en prévenir⁶.

C'est pourquoi le colloque de Besançon qui portait sur les comportements *pendant* la guerre devait être poursuivi par un travail sur les représentations de ces comportements *après* la guerre, afin, notamment, de comprendre sur quelles bases ces reconstructions étaient fondées. Cette

4. Voir les ouvrages issus de ces colloques : Jean-Marie GUILLON et Pierre LABORIE (dir.), *Mémoire et histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995 ; Robert FRANK et José GOTOVITCH (dir.), *La Résistance et les Européens du Nord*, Bruxelles, CEGES, 1994 ; Laurent DOUZOU, Robert FRANK, Denis PESCHANSKI, Dominique VEILLON (dir.), *La Résistance et les Français : Villes, centres et logiques de décision*, Paris, Institut d'Histoire du Temps Présent, 1995 ; Jacqueline SAINCLIVIER et Christian BOUGEARD (dir.), *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995 ; François MARCOT (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1996 ; Jean-Marie GUILLON et Robert MENCHERINI (dir.), *La Résistance et les Européens du Sud*, Paris, L'Harmattan, 1999 et « La Résistance et les Français. Nouvelles approches », dans *Les cahiers de l'IHTP*, numéro spécial, n° 37, décembre 1997.

5. Jean-Pierre AZÉMA, François BÉDARIDA, avec la collaboration d'Henry ROUSSO et Denis PESCHANSKI (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard/IHTP, 1992.

6. Voir Éric CONAN et Henry ROUSSO, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994. L'initiative des colloques « La Résistance et les Français » a été prise précisément parce que l'évolution des représentations de la période entraînait un appauvrissement de sa compréhension et aboutissait à des interprétations qui leur paraissaient erronées sur les comportements, mais aussi parce qu'ils constataient l'adhésion ou la soumission d'une partie du monde académique à cette tendance. Les années suivantes, avec, en particulier, les « affaires » déjà évoquées allaient leur en donner acte.

réflexion, qui s'était amorcée en 2012, s'est donc poursuivie en avril 2014 à l'université Rennes 2, autour des représentations, des mémoires sociales, de leurs variations et de leurs usages, politiques ou autres. L'ouvrage présenté ici rend compte de l'essentiel des communications et des tables rondes qui ont cherché à la faire progresser. Ces travaux s'appuient sur les cadres conceptuels tracés par Maurice Halbwachs, Pierre Nora, Paul Ricœur, et, pour la Seconde Guerre mondiale proprement dite, par Henry Rousso avec *Le syndrome de Vichy* (1987)⁷. Parmi les nombreux ouvrages qui ont suivi on peut citer, pour les plus récents, ceux de François Azouvi (*Le mythe du grand silence, Auschwitz, les Français, la mémoire*, 2012)⁸, et de Jacques Semelin (*Persécutions et entraides dans la France occupée, comment 75 % des juifs en France ont échappé à la mort*)⁹.

En prenant leur distance avec la notion passe-partout de « devoir de mémoire », les historiens préfèrent souligner l'importance du travail de mémoire en montrant la nécessité d'analyser de façon critique les constructions, déconstructions et reconstructions qui tiennent lieu de grilles de lecture du passé dans nos sociétés européennes contemporaines. Le colloque se proposait d'examiner leur diversité, en s'attachant à l'analyse des modes de fabrication et de transmission des représentations dominantes. Elle constitue l'axe central du livre qui revient sur des interprétations trop facilement admises comme des *vérités* intangibles, effectue quelques mises au point et clarifications venues des apports récents de la recherche, et fournit des outils d'intelligibilité. Si l'état de la recherche n'a pas permis de répondre à l'ensemble des interrogations que nous nous posons dans la phase de préparation, ces premiers résultats, certes modestes, devraient inciter de jeunes chercheurs à s'approprier un terrain étrangement abandonné à la répétition formatée du discours mémorio-médiatique ou à des « propos de comptoirs ». Terrain pourtant plein d'enseignements sur la capacité de survie et d'invention des sociétés confrontées à l'oppression, terrain privilégié pour percer un peu mieux la complexité du social et apprendre à la déchiffrer.

La première partie aborde les constructions mémorielles : celles des représentations dominantes mais aussi décentrées (régionales, belges), avec leurs marqueurs respectifs. Banal ? À ceci près que ces thématiques n'ont pas toujours connu le même sort, ni dans la recherche historique, ni dans les *grands récits* successifs au fil des décennies ; qu'elles sont souvent, par ailleurs, le domaine du prêt à penser, des idées toutes faites et des présupposés. La seconde partie s'interroge sur la transmission des savoirs, sans oublier la part que les croyances peuvent y prendre. Dans les vingt dernières années, nous avons été témoins des difficultés à faire des comportements

7. Réédition, Points Histoire, 1990.

8. Fayard, 2012, et Folio Histoire, 2015.

9. Les Arènes-Le Seuil, 2013.

collectifs des Français un objet d'histoire. Les enseignements des sources, les faits et leur signification ont été constamment revus à l'aune des perceptions du moment : questionnements pressants du temps présent, demande sociale, médiatisation réductrice des enjeux de mémoire et injonction(s) du « devoir de mémoire ». Le milieu scolaire est un des vecteurs de ces représentations tout comme la littérature, les mémorialistes, la télévision ou le cinéma.

À travers ces thèmes, sont étudiés la place, l'importance, la nature, l'évolution dans le temps des usages, des oublis ou des mises à l'écart, des trous de mémoire, des chronologies recomposées, des dénis. Certes, une fois encore, les conditions n'ont pas permis de tout aborder, mais il s'agissait en premier lieu d'ouvrir un chantier : les perspectives sont vastes – à l'image des difficultés... –, la révision de certaines interprétations paresseuses paraît urgente, et nous espérons que le colloque de Rennes y contribuera. Dans un de ses derniers articles¹⁰, le regretté Jean-Louis Crémieux-Brilhac y appelait, en regrettant l'absence trop fréquente d'une connaissance historique étayée sur les conduites collectives. Il s'inquiétait aussi du désert qui s'installait peu à peu dans le paysage universitaire sur un versant de notre passé constamment évoqué, déformé et instrumentalisé. Son propos est le nôtre.

10. « La complexité du cas français », dans *Le Débat*, n° 183, janvier-février 2015.